

Consortium national pour la cybersécurité
États financiers
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2025

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	2 - 4
États financiers	
État de la situation financière	5
État de l'évolution de l'actif net (insuffisance)	6
État des résultats	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires	9 - 11



Tél./Tel: 613-237-9331
Télec./Fax: 613-237-9779
www.bdo.ca

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP
180 Kent Street
Suite 1700
Ottawa ON K1P 0B6 Canada

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Consortium national pour la cybersécurité

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Consortium national pour la cybersécurité (le « consortium »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2025, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net (insuffisance) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du consortium au 31 mars 2025, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Nous sommes indépendants du consortium conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du consortium à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le consortium ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du consortium.



Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du consortium;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du consortium à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le consortium à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BDO Canada S.R.L./LLP

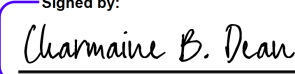
Comptables professionnels agréés
Ottawa (Ontario)
Le 26 juin 2025

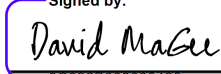
Consortium national pour la cybersécurité

État de la situation financière

31 mars	2025	2024
Actif		
Court terme		
Encaisse	1 516 381 \$	1 520 299 \$
Comptes à recevoir	191 492	140 823
Autres créances	76 710	46 200
Frais payés d'avance	100 375	26 346
Avances de projets	3 994 276	-
Actif total	5 879 234 \$	1 733 668 \$
Passif et actif net (insuffisance)		
Court terme		
Créditeurs et frais courus (Note 2)	292 149 \$	127 487 \$
Subventions à payer - remboursements	1 303 926	-
Subventions à payer - bénéficiaires finaux	952 266	-
Subventions et adhésions reportées (Note 3)	2 999 526	1 513 992
Dû aux membres fondateurs	115 000	112 500
	5 662 867	1 753 979
	5 662 867	1 753 979
Actif net (insuffisance)		
Non affecté	216 367	(20 311)
	216 367	(20 311)
Total du passif et de l'actif net	5 879 234 \$	1 733 668 \$

Au nom du Conseil d'administration :

Signed by:

 41D0855C03A4474... Directeur

Signed by:

 9C036B809005435... Directeur

Consortium national pour la cybersécurité		
État de l'évolution de l'actif net (insuffisance)		
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2025	2025	2024
Solde, début de l'exercice	(20 311)\$	20 317 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	236 678	(40 628)
Solde, fin de l'exercice	216 367 \$	(20 311)\$

Consortium national pour la cybersécurité

État des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2025	2024
Produits		
Subventions (Note 2)	5 010 800 \$	1 445 318 \$
Adhésions (Note 2)	309 862	33 585
Intérêts et autres revenus	24 434	-
	<u>5 345 096</u>	<u>1 478 903</u>
Charges		
Programmes	2 573 147	-
Développement, prestation et administration de programmes	2 524 935	1 485 318
TVH non réclamable	10 336	34 213
	<u>5 108 418</u>	<u>1 519 531</u>
Charges totales		
	<u>5 108 418</u>	<u>1 519 531</u>
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	236 678 \$	(40 628)\$

Consortium national pour la cybersécurité

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	236 678 \$	(40 628)\$
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement:		
Comptes à recevoir	(117 410)	(140 823)
Autres créances	46 200	(22 422)
Frais payés d'avance	(74 029)	(15 830)
Créditeurs et frais courus	154 693	(83 061)
Subventions et adhésions reportées	1 485 534	1 313 273
Avances de projets	3 994 276	-
Subventions à payer – récipiendaires finaux	952 266	-
Subventions à payer – remboursements	1 303 926	-
	(6 418)	1 010 509
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Changement au dû aux membres fondateurs	2 500	(37 500)
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie	(3 918)	1 019 210
Encaisse, début de l'exercice	1 520 299	501 089
Encaisse, fin de l'exercice	1 516 381 \$	1 520 299 \$

Consortium national pour la cybersécurité

Notes complémentaires

31 mars 2025

1. Méthodes comptables

Statut et objectif de l'organisme	Consortium national pour la cybersécurité (le « consortium ») est un organisme sans but lucratif constitué sans capital-actions en vertu de la Loi canadienne sur les organisations sans but lucratif le 3 mars 2020, en tant qu'organisation fondée par les membres avec une entente entre Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) et le Consortium national pour la cybersécurité. Le consortium est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et, à ce titre, il est exonéré d'impôt. Le mandat du Consortium est de faire progresser l'écosystème de la cybersécurité du Canada par la recherche et le développement, la commercialisation et la formation.
Référentiel comptable	Le consortium applique les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.
Utilisation d'estimations	La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour l'exercice visé.
Comptabilisation des produits	Le consortium applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les adhésions sont comptabilisées à titre de produits au prorata dans l'exercice auquel elles se rapportent.

Consortium national pour la cybersécurité

Notes complémentaires

31 mars 2025

1. Méthodes comptables (suite)

Instruments financiers Les instruments financiers dans des conditions de pleine concurrence sont comptabilisés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale.

Les instruments financiers contractés entre apparentés cotés sur un marché actif ou pour lesquels des données d'entrée importantes pour la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables ou des contrats dérivés existent sont comptabilisés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Tous les autres instruments financiers contractés entre apparentés sont comptabilisés au coût lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il y a des indicateurs d'une perte de valeur. Lorsqu'un changement important dans le calendrier ou les flux de trésorerie futurs de l'actif financier est identifié, la valeur comptable de cet actif est réduite et le montant est constaté à titre de dépréciation dans le résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration, pourvu qu'elle ne dépasse pas le montant qui aurait été constaté à la date de la reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée, et le montant de la reprise de valeur est comptabilisé en résultat net.

2. Créiteurs et frais courus

Le poste créiteurs et frais courus comprend des sommes à remettre à l'État de 49 344 \$ (2024 - nul).

Consortium national pour la cybersécurité

Notes complémentaires

31 mars 2025

3. Subventions et adhésions reportées

	2025	2024
Subventions d'ISED reportées	2 740 844 \$	1 310 827 \$
Adhésions reportées	258 682	203 165
Solde, à la fin de l'exercice	<u>2 999 526 \$</u>	<u>1 513 992 \$</u>
	2025	2024
Solde, au début de l'exercice	1 513 992 \$	200 719 \$
Plus: subventions d'ISED reçues pendant l'année	6 435 345	2 756 146
Plus: adhésions reçues pendant l'année	367 880	236 750
Moins: subventions d'ISED constatées à titre de produits de l'exercice	(5 010 800)	(1 445 318)
Moins: adhésions constatées à titre de produits de l'exercice	(309 862)	(33 585)
Solde, à la fin de l'exercice	<u>2 999 526 \$</u>	<u>1 513 992 \$</u>

4. Dépendance économique

Le consortium a reçu 94% (2024 - 98%) de ses produits d'ISED. Si ce financement ne continue pas ou si le consortium ne peut pas le remplacer, le consortium ne pourrait pas continuer ses opérations au niveau actuel.

5. Instruments financiers

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Consortium puisse rencontrer des difficultés à respecter ses obligations financières à leur échéance. Cela inclut le risque que, en raison de contraintes de liquidité opérationnelle, le Consortium n'ait pas suffisamment de fonds pour régler les transactions à leurs dates d'échéance, soit contraint de vendre des actifs financiers à des prix défavorables, ou soit incapable de récupérer la pleine valeur des actifs financiers. Le Consortium est principalement exposé au risque de liquidité par ses créiteurs et charges à payer. Le risque n'a pas changé depuis l'année dernière

Risque de crédit

Le consortium est exposé au risque de crédit puisque tous ses comptes bancaires sont détenus auprès d'une seule institution financière. Il n'y a pas eu de variation dans le risque comparativement à l'année précédente.

National Cybersecurity Consortium
Consortium national pour la cybersécurité
Financial Statements
For the year ended March 31, 2025

	Contents
Independent Auditor's Report	2 - 3
Financial Statements	
Statement of Financial Position	4
Statement of Changes in Net Assets (Deficiency)	5
Statement of Operations	6
Statement of Cash Flows	7
Notes to Financial Statements	8 - 10



Tél./Tel: 613-237-9331
Télec./Fax: 613-237-9779
www.bdo.ca

BDO Canada s.r.l./S.E.N.C.R.L./LLP
180 Kent Street
Suite 1700
Ottawa ON K1P 0B6 Canada

Independent Auditor's Report

To the members of
National Cybersecurity Consortium

Opinion

We have audited the accompanying financial statements of National Cybersecurity Consortium (the "Consortium"), which comprise the statement of financial position as at March 31, 2025, and the statements of operations, changes in net assets (deficiency) and cash flows for the year then ended, and notes to the financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Consortium as at March 31, 2025, and its results of operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Consortium in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Consortium's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Consortium or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Consortium's financial reporting process.



Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Consortium's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Consortium's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Consortium to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

BDO Canada LLP

Chartered Professional Accountants
Ottawa, Ontario
June 26, 2025

National Cybersecurity Consortium Statement of Financial Position

March 31	2025	2024
Assets		
Current		
Cash	\$ 1,516,381	\$ 1,520,299
Accounts receivable	191,492	140,823
Other receivables	76,710	46,200
Prepaid expenses	100,375	26,346
Project advances	3,994,276	-
	\$ 5,879,234	\$ 1,733,668
Liabilities and Net Assets (Deficiency)		
Current		
Accounts payable and accrued liabilities (Note 2)	\$ 292,149	\$ 127,487
Grants payable - reimbursements	1,303,926	-
Grants payable - ultimate recipients	952,266	-
Deferred grants and memberships (Note 3)	2,999,526	1,513,992
Due to founding members	115,000	112,500
	\$ 5,662,867	1,753,979
Net Assets (Deficiency)		
Unrestricted	216,367	(20,311)
	\$ 5,879,234	\$ 1,733,668

On behalf of the Board:

Signed by:

Charmaine B. Dean

41D0855C03A4474...

Director

Signed by:

David McGee

9C036B809005435...

Director

National Cybersecurity Consortium			
Statement of Changes in Net Assets (Deficiency)			
For the year ended March 31	2025		2024
Balance, beginning of the year	\$	(20,311)	\$ 20,317
Excess (deficiency) of revenues over expenses		236,678	(40,628)
Balance, end of the year	\$	216,367	\$ (20,311)

National Cybersecurity Consortium Statement of Operations

For the year ended March 31	2025	2024
Revenues		
Grants (Note 2)	\$ 5,010,800	\$ 1,445,318
Memberships (Note 2)	309,862	33,585
Interest and other income	24,434	-
	<u>5,345,096</u>	<u>1,478,903</u>
Expenses		
Programs	2,573,147	-
Program development, delivery, and administration	2,524,935	1,485,318
Unclaimable HST	10,336	34,213
	<u>5,108,418</u>	<u>1,519,531</u>
Excess (deficiency) of revenues over expenses	<u>\$ 236,678</u>	<u>\$ (40,628)</u>

National Cybersecurity Consortium
Consortium national pour la cybersécurité
Statement of Cash Flows

For the year ended March 31	2025	2024
Cash flows from operating activities		
Excess (deficiency) of revenues over expenses	\$ 236,678	\$ (40,628)
Changes in non-cash working capital:		
Accounts receivable	(117,410)	(140,823)
Other receivables	46,200	(22,422)
Prepaid expenses	(74,029)	(15,831)
Accounts payable and accrued liabilities	154,693	(36,859)
Deferred grants and memberships	1,485,534	1,313,273
Project advances	3,994,276	-
Grants payable - ultimate recipients	952,266	-
Grants payable - reimbursements	1,303,926	-
	(6,418)	1,056,710
Cash flows from financing activities		
Change in due to founding members	2,500	(37,500)
Net (decrease) increase in cash	(3,918)	1,019,210
Cash, beginning of the year	1,520,299	501,089
Cash, end of the year	\$ 1,516,381	\$ 1,520,299

National Cybersecurity Consortium
Consortium national pour la cybersécurité
Notes to Financial Statements

March 31, 2025

1. Accounting Policies

Purpose of Consortium	National Cybersecurity Consortium (the "Consortium") is a not-for-profit organization incorporated without share capital under the <i>Canada Not-for-profit Corporations Act</i> on March 3, 2020, as a member-based organization with an agreement between Innovation, Science and Economic Development Canada ("ISED") and the National Cybersecurity Consortium. The Consortium qualifies as a non-profit organization as defined in the Income Tax Act and, as such, is exempt from income tax. The Consortium's mandate is to advance Canada's cybersecurity ecosystem through research and development, commercialization, and training.
Basis of Accounting	The Consortium applies the Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.
Use of Estimates	The preparation of financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and the reported amounts of revenues and expenses for the year covered.
Revenue Recognition	The Consortium follows the deferral method of accounting for contributions. Restricted grant contributions are recognized as revenue in the year in which the related expenses are incurred. Unrestricted grant contributions are recognized as revenue when they are received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured. Membership fees are recognized as revenue on a pro rata basis over the fiscal year to which they pertain. Amounts received in advance of the applicable fiscal year are recorded as deferred revenue.

National Cybersecurity Consortium
Consortium national pour la cybersécurité
Notes to Financial Statements

March 31, 2025

1. Accounting Policies (continued)

Financial Instrument	Arm’s length financial instruments are recorded at fair value at initial recognition. All other financial instruments are reported at cost or amortized cost less impairment. Transaction costs on the acquisition, sale or issue of financial instruments are expensed for those items measured at fair value and charged to the financial instrument for those measured at amortized cost. Financial assets are tested for impairment when indicators of impairment exist. When a significant change in the expected timing or amount of the future cash flows of the financial asset is identified, the carrying amount of the financial asset is reduced and the amount of the write-down is recognized in net income. A previously recognized impairment loss may be reversed to the extent of the improvement, provided it is not greater than the amount that would have been reported at the date of the reversal had the impairment not been recognized previously, and the amount of the reversal is recognized in net income.
----------------------	---

2. Accounts Payable and Accrued Liabilities

Included in accounts payable and accrued liabilities are government remittances payable of \$49,344 (2024 - nil).

National Cybersecurity Consortium

Consortium national pour la cybersécurité

Notes to Financial Statements

March 31, 2025

3. Deferred Grants and Memberships

	2025	2024
Deferred ISED grants	\$ 2,740,844	\$ 1,310,827
Deferred memberships	258,682	203,165
Balance, end of year	<u>\$ 2,999,526</u>	<u>\$ 1,513,992</u>
	2025	2024
Balance, beginning of year	\$ 1,513,992	\$ 200,719
Plus: ISED grants received in the current year	6,435,345	2,756,146
Plus: Memberships received in the current year	367,880	236,750
Less: ISED grants recognized as revenue in the year	(5,010,800)	(1,445,318)
Less: Memberships recognized as revenue in the year	(309,862)	(33,585)
Balance, end of year	<u>\$ 2,999,526</u>	<u>\$ 1,513,992</u>

4. Economic Dependence

The Consortium received 94% (2024 - 98%) of its revenues from ISED. Should this funding not be continued or be unable to be replaced, the Consortium wouldn't be able to continue its operations at the current level.

5. Financial Instruments

Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Consortium may encounter difficulty in meeting its financial obligations as they come due. This includes the risk that, due to operational liquidity constraints, the Consortium may not have sufficient funds to settle transactions on their due dates, may be forced to sell financial assets at unfavorable prices, or may be unable to recover the full value of financial assets. The Consortium is primarily exposed to liquidity risk through its accounts payable and accrued liabilities. The risk has not changed since last year.

Credit risk

The Consortium's is exposed to the credit risk arising from all of its bank accounts held at a single financial institution. The risk has not changed since last year.